

Communiqué de presse

GREVE LE 20 NOVEMBRE POUR DEFENDRE

NOS EMPLOIS, NOS SALAIRES, NOS STATUTS, NOS RETRAITES

Les mesures annoncées par le ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique et concernant les traitements des fonctionnaires pour l'année 2007 ne correspondent en rien aux attentes des personnels. Il n'y a aucune augmentation de la valeur du point d'indice. L'année 2007 sera pour les fonctionnaires une année supplémentaire de perte de pouvoir d'achat. Les agents n'auront pour seule solution que d'effectuer des heures supplémentaires au risque de voir leurs conditions de leur travail et leurs conditions de vie se dégrader. La fédération EIL rappelle la nécessité de refonte de la grille des salaires des fonctionnaires ainsi que la revalorisation de leur rémunération.

La fédération EIL condamne la réduction du nombre de postes de fonctionnaires, ainsi que celle du nombre de postes mis aux concours dans le projet de loi de finances 2008: C'est la qualité du service public qui en pâtira. Ce sont les usagers qui en subiront les conséquences.

La fédération EIL rappelle que la mise en place d'une rémunération fondée sur le « mérite », et la « performance », un recrutement par contrat, sont autant de menaces qui pèsent sur le statut des fonctionnaires. Pour les personnels enseignants, la fédération EIL rappelle son attachement au maintien de la définition des obligations de services en heures de cours hebdomadaires sans annualisation ni globalisation, sa volonté que soient à nouveau ouverts les concours de recrutements dans toutes les spécialités, son exigence d'annulation des suppressions de postes et de création des postes nécessaires.

La fédération EIL rappelle son attachement indéfectible au maintien du statut de fonctionnaire d'Etat et des statuts nationaux : leur qualification, leur indépendance, l'égalité des citoyens dans l'accès aux emplois des services publics sont remises en cause

La fédération EIL constate que de nouveaux risques pèsent sur le Code des pensions civiles et militaires au nom d'une prétendue équité mensongère et falsifiée. Elle rappelle sa revendication de retour aux 37,5 annuités pour tous public, privé (2% par annuité), avec le calcul de la pension effectué sur l'indice détenu les six derniers mois.

La fédération EIL considère que face aux menaces qui pèsent sur les intérêts de tous les salariés, l'unité la plus large doit être réalisée lors de la grève du 20 novembre 2007.

Contact : Yves-Henri SAULNIER - 01 53 58 00 39 - 06 73 34 37 95